



NOUVEAU PLAN DE REDRESSEMENT AU CH de SARLAT.

Le 7 mai la direction a rencontré l'ensemble des représentants syndicaux (CGT-FO-SUD-UNSA), afin de mettre un terme aux « rumeurs » concernant un plan social.

Mme Lonquety nous précise que l'estimation du déficit incompressible serait évaluée à 3.250.000 euros pour 2014.

L'ARS a fait savoir qu'elle n'approuvait pas l'EPRD présenté (Etat des Provisions de Recettes et de Dépenses) exigeant de nouvelles mesures d'économie pour réduire le déficit jugé inacceptable en l'état.

La piste de réorganisation gestionnaire retenue touchera encore une fois la masse salariale (plus gros poste de dépenses et à leurs yeux, seule variable d'ajustement).

Conséquence : la mise à mort annoncée officiellement des contrats à durée déterminée.

Pour la direction, il ne s'agit pas d'un plan social de licenciement, puisqu'on ne porterait pas atteinte aux personnels permanents, reconnaissant cependant que les décisions de fin de contrats ont été prises dans l'urgence.

Il n'y aura plus de mensualités de remplacement pour les congés annuels ou maternité, arrêts maladie : il ne s'agit pas de rationalisation mais d'optimisation des effectifs restants.

Pour nous, il ne s'agit pas de divergence sémantique entre la direction et nous, mais bien de divergence politique : supprimer des emplois CDD, recrutés pour la plupart sur des postes de titulaires (départs en retraite, mutations...) correspond bien à un plan de licenciement.

Nous sommes convaincus que défendre l'emploi n'est pas incompatible avec notre volonté de défendre notre hôpital de proximité, car l'emploi c'est la garantie de la sécurité et la qualité des soins. Le contexte budgétaire est dramatique du fait de la tarification à l'activité (toujours pas remise en cause nationalement) ; certaines des activités nouvelles, préconisées dans le projet médical, ne sont toujours pas fonctionnelles (faute de médecin), ce qui accentue encore l'absence de recettes. Et sans recette supplémentaire, le déficit de l'établissement se creuse, et pour le compenser, on réduit les dépenses du personnel non médical.

On nous demande d'apaiser le climat local, ce qui indirectement pourrait signifier qu'il nous faudrait accepter sans broncher toutes ces mesures de restriction et de régression sociale. Notre rôle de représentants des salariés n'est pas d'accompagner les budgets d'austérité mais bien de revendiquer les moyens budgétaires indispensables à l'hôpital public.

C'est pourquoi, CGT et SUD sont depuis 2 ans engagés au côté du comité de défense de l'hôpital. Nous sommes convaincus que cette mobilisation est plus que jamais nécessaire et doit encore s'amplifier.

L'unité d'action ne se décrète pas, elle doit se concrétiser par la présence effective de toutes et tous.

D'ores et déjà le service de psychiatrie de Sarlat part en grève (3 postes en moins en 15 jours et refuse cette fatalité). Si nous restons chacun isolé dans nos services, le rouleau compresseur continuera d'agir. Cette grève doit être l'exemple à suivre pour les autres services en souffrance.

Aujourd'hui les contractuels et la modification des amplitudes horaires, hier les jours de RTT en moins, les suppressions de lits (réa, ortho, viscérale...), l'externalisation de services (lingerie..), et demain quelles mesures devons-nous encore subir sans réagir collectivement ?

Le 15 mai, une journée nationale d'action et de grève contre l'austérité est organisée, nous invitons les salarié(e)s à se mettre en grève ce jour là et à participer massivement à un rassemblement devant l'hôpital à 14h30.